fccq | Fédération des chambres de commerce du Québec

Communiqué
À tous les médias
Pour diffusion immédiate

Les Québécois appuient le projet d'oléoduc Enbridge

Montréal, le 15 décembre 2012 – La Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) dévoile les résultats d'un sondage d'opinion mené auprès de la population québécoise. Par ce sondage, la FCCQ souhaitait mesurer l'opinion des Québécois relativement au projet d'oléoduc entre Sarnia (Ontario) et Montréal. Résultat : plus de 7 Québécois sur 10 (71%) disent être favorables à ce projet.

Ce sondage, mené par la firme indépendante CROP entre les 5 et 10 décembre dernier auprès d'un échantillon de 1000 personnes, s'inscrit dans la continuité des enjeux prioritaires pour l'avenir économique du Québec, tels que présentés dans la Vision économique 2012-2020 de la FCCQ, et son dévoilement fait suite à une tournée des régions ressources où la FCCQ a pris le pouls des entreprises liées à l'exploitation des richesses naturelles et dont elle divulguait le bilan mercredi dernier.

Le sondage nous apprend que 4 Québécois sur 5 (79%) sont d'accord avec le constat que le projet permettrait au Québec d'être moins dépendant du pétrole d'Afrique et du Moyen-Orient, et que 3 sur 4 (74%) conviennent que le transport du pétrole par oléoduc est plus sécuritaire que par bateau. « La réalisation de ce pipeline nous permettrait d'atteindre à la fois l'indépendance énergétique et la sécurité dans l'approvisionnement de pétrole et d'avoir accès à des réserves de pétrole moins coûteuses. C'est donc un projet porteur pour toute la société québécoise qui, rappelons-le, paye à des pays étrangers une facture annuelle totale de 12 milliards $ pour combler ses besoins en pétrole », déclare la présidente-directrice générale de la FCCQ, Françoise Bertrand.

Le sondage démontre aussi clairement que les Québécois s'attendent à ce que le gouvernement mette en place les conditions nécessaires pour favoriser un approvisionnement en pétrole canadien : les ¾ (76%) choisissent le pétrole des sables bitumineux plutôt que le pétrole d'Afrique du Nord (24%).

De plus, en diversifiant les sources d'approvisionnement, nous permettons à nos deux raffineries d'être plus compétitives et ultimement, cela permettra de consolider et créer environ 2000 emplois dans l'Est de Montréal et à Québec. Cet argument est aussi considéré comme un incontournable pour les Québécois : 3 sur 4 (73%) pensent que cela permettra de créer des emplois dans le secteur pétrochimique à Montréal. « Cinq raffineries ont fermé leurs portes au cours des 30 dernières années : ce sont des milliers d'emplois directs et indirects qui ont été perdus dans ce marché », rappelle Mme Bertrand.

Rappelons qu'en avril dernier, la FCCQ avait commandé un sondage au sujet du développement des ressources naturelles au Québec. Cette étude menée par Léger Marketing démontrait notamment qu'une majorité de Québécois (78%) pensaient qu'afin d'assurer la prospérité des générations à venir, le gouvernement devait faire du développement des ressources naturelles une priorité du développement économique.

« La FCCQ se réjouit de voir que les Québécois appuient fermement le projet d'oléoduc d'Enbridge et souhaite qu'un jour, pas trop lointain, nous puissions développer une filière québécoise du pétrole. D'ailleurs, nous saluons l'ouverture exprimée par la première ministre dans son Discours inaugural et dans ses échanges avec la première ministre de l'Alberta », de conclure Mme Bertrand.

Pour visualiser les résultats du sondage, veuillez cliquer ici :
http://www.fccq.ca/pdf/presse/communiques/2012/Rapport_Projet-d-oleoduc.pdf

À propos de la FCCQ
Grâce à son vaste réseau de près de 150 chambres de commerce et 1200 entreprises du Québec, la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) représente plus de 60 000 entreprises et 150 000 gens d'affaires exerçant leurs activités dans tous les secteurs de l'économie et sur l'ensemble du territoire québécois.
Plus important réseau de gens d'affaires et d'entreprises au Québec, la FCCQ est l'ardent défenseur des intérêts de ses membres au chapitre des politiques publiques, favorisant ainsi un environnement d'affaires innovant et concurrentiel.

-30-

Source :
Camilla Sironi
Conseillère aux communications
Fédération des chambres de commerce du Québec
Tél. : 514 844-9571 p. 3227
Cell : 514 647-4745
camilla.sironi@fccq.ca